

Questions orales

De plus, le contrat qui a été conclu prévoyait clairement que les conditions devaient être respectées, sans quoi la garantie ne tiendrait pas. Nous nous sommes tenus au courant de la situation régulièrement, tous les mois, pour nous assurer du respect des conditions.

M. Russell MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, le ministre d'État chargé des Petites entreprises n'a toujours pas dit quelles conditions étaient imposées, ni si certaines de ces conditions concernaient la sécurité.

Le ministère fédéral de l'Énergie, par l'entremise de CANMET, a affirmé que des problèmes de méthane se posaient dans la mine, et le ministre de l'Énergie aurait déclaré: «Nous savions tous que la mine recelait d'importantes quantités de méthane.» Le ministre chargé des Petites entreprises élude maintenant la question et ne nous dit pas quelles étaient les conditions imposées.

Le premier ministre va-t-il inclure dans les documents qui seront publiés l'étude CANMET sur la mine Westray et l'accord auxiliaire sur le financement de Westray?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, la réponse à la question du député est absolument claire. Il fallait que soient respectés tous les règlements provinciaux qui concernent les mines; neuf ministères différents appliquent des dispositions aux mines qui sont mises en exploitation, et une surveillance quotidienne est exercée. Tous ces règlements devaient être observés. Voilà ce que prévoyaient les dispositions contractuelles sur les garanties de prêt. Je répète que, tous les mois, nous nous assurons nous-mêmes que l'exploitation minière était en règle.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, la réponse du ministre n'est pas du tout claire.

Je lui demandais si l'étude du CANMET serait rendue publique. Le ministre pourrait peut-être, en tentant une seconde fois de répondre à une question bien précise, dire à la Chambre si les documents qui seront rendus publics, dès demain si j'ai bien compris, comporteront un résumé des communications échangées entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la Nouvelle-Écosse.

Est-ce qu'on y trouvera, en outre, un résumé des directives données par le premier ministre, le cas

échéant, à la suite de ces conversations personnelles avec le premier ministre de la Nouvelle-Écosse? Oui ou non.

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, j'ai une liste, très longue, de tous les dirigeants politiques municipaux et régionaux qui ont appuyé ce projet de développement économique régional.

Le premier ministre a indiqué très clairement hier qu'il l'appuyait. Nous appuyons, il va de soi, le développement économique régional, surtout lorsque la province en fait un domaine prioritaire, mais le préfet du comté de Pictou, Hank Dunnewold, en a fait autant, de même que le maire de Trenton, Barry Trenholm, le maire de Stellarton, Ronald Marks, le président de PICORD, c'est-à-dire le Pictou County Research. . .

M. le Président: Il y a sûrement un autre moyen de communiquer cette information à la Chambre. Question supplémentaire du député.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, le ministre peut se cacher derrière toutes les listes qu'il veut et toutes les autorités locales qu'il désire nommer, mais ce que les députés de cette Chambre désirent, à bon droit, c'est de savoir si ces documents importants seront rendus publics ou non. Le ministre a refusé de répondre pour une deuxième fois.

Je lui demande donc encore une fois si l'étude du CANMET sera rendue publique. Allons-nous obtenir un résumé des communications entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la Nouvelle-Écosse? Et, pendant qu'il y est, peut-il nous dire si les réserves exprimées par des hauts fonctionnaires fédéraux, du ministère de l'Énergie essentiellement, réserves si fortes que le premier ministre de la province a senti le besoin de téléphoner au premier ministre du Canada, nous seront communiquées également?

Nous ne demandons pas une liste d'emplètes, ni un sondage d'opinion. . .

M. le Président: Le député a formulé sa question.

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Je dirai au député que toute l'information pertinente sera rendue publique. Il sera très content de voir à quel point l'information, qui couvre toutes les questions qu'il a soulevées à la Chambre, est étendue.